KOMITÉ POPILÈ A

Responsable de publication : Jean ABAUL - Contact : 0696 41 41 32 / cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

EN QUOI LES PROCHAINES MUNICIPALES PEUVENT-ELLES ETRE UTILES AU PEUPLE MARTINIQUAIS?

Dans nos articles précédents*1, nous avons montré que, du fait de la politique ultralibérale sauvage des gouvernements missionnés par les multinationales, qui plus est dans un territoire colonisé, les marges de manœuvres dont disposent les élus(es) sont extrêmement limitées. Est-ce à dire que les élections municipales ne constituent pas un enjeu important dans la lutte politique qui oppose le Peuple Martiniquais aux colonialistes et à ses relais locaux ?



Photo: Réseau VIV *2

Avant de répondre à la question, il nous parait opportun de rappeler les compétences qui sont celles des communes. Les domaines concernés sont très variés : « urbanisme et maîtrise des sols (plan local d'urbanisme – sous réserve de la compétence des établissements publics de

coopération intercommunale, ou EPCI, et des métropoles-, délivrance des permis de construire); logement; aide sociale (au travers notamment des centres communaux d'action sociale, CCAS); gestion des écoles élémentaires et maternelles; culture et patrimoine; tourisme et sport (campings, équipements sportifs, offices du tourisme) *3 ». Rappelons encore que les communes ont en charge la gestion de l'état civil et que le Maire a qualité d'officier de police judiciaire.

Il est évident que, dans tous les domaines cités, les décisions prises par les équipes municipales (ou leur inconséquence) impactent directement le quotidien des populations. Serait-il, alors, concevable que ceux qui se battent pour le mieux-vivre collectif de notre Peuple, n'aient pas une stratégie politique visant à peser sur l'action des municipalités?

Se contenter de dénoncer les politiciens opportunistes semeurs de promesses démagogiques, les arrivistes et autres corrompus ne risque pas de bousculer l'emprise du système sur le territoire de la Commune. Bien sur. celle-ci est une institution de la « République » colonialiste française et elle n'a que des compétences limitées et encadrées en matière de gestion. Mais peut-on contester que c'est un moindre mal, pour le peuple, si les élus l'ayant en charge sont des personnes honnêtes, humanistes, mées du désir sincère d'améliorer le quotidien des habitants *4? Peut-on tendre qu'il est inutile que siègent, dans des municipalités, des personnes dont le positionnement politique et les actions s'opposent aux projets des colonialistes et de leur gouvernement, des personnes qui utilisent, autant que faire se peut, les moyens de la collectivité locale pour contribuer à l'éducation et à l'organisation à la base dans les quartiers ou encore qui soutiennent les associations travaillant sur le terrain en ce sens*5? En tout cas, ce n'est pas en laissant le champ libre démagogues électoralistes quant au contrôle des communes, qu'on empêchera qu'ils nuisent à notre cause. Il s'agit plutôt de porter des informations édifiantes et de mener un débat intense, serein mais sans concessions, sur les projets politiques des

uns et des autres afin de contribuer à un choix éclairé des électeurs, de dissiper les illusions et de prôner la nécessité d'emprunter le chemin de la décolonisation. Lutter au sein des institutions, présenter des candidats (es) ou en soutenir, s'abstenir ou pas, tout cela n'a de sens qu'en fonction de la stratégie globale et des objectifs que se donnent les anticolonialistes et les organisations du mouvement populaire. En la matière, la connaissance et l'analyse des situations concrètes, cas par cas, s'impose pour concilier choix judicieux et respect des principes.

Quoi qu'il en soit, ce qui est essentiel pour infléchir la politique des municipalités - que l'on y ait ou pas des représentants - c'est le travail militant réalisé pour que la population s'organise à la base afin qu'elle soit en mesure de se mobiliser pour la prise en compte de ses revendications.

PAWOL FONDOK

"La vraie résistance ne consiste pas seulement à manifester symboliquement le week-end, elle consiste à changer efficacement les données du monde. »

Arundhati Roy Ecrivaine et militante indienne

^{*1 «} Statut s'élu(e) et contrôle du Pouvoir. » (JKP N° 153). « Qu'est-ce qui fait courir les candidats (es) aux élections municipales ? » (JKP N° 154)

^{*2} Si nous avons choisi la photo ci-jointe pour illustrer cet article, c'est qu'elle est emblématique de la démarche que nous considérons nécessaire. Le réseau VIV est le résultat d'une initiative alternative entièrement indépendante des institutions politiques mais dont les animateurs sont constamment amenés à travailler avec des municipalités de toutes tendances.

^{*3 -} cf. <u>www.vie-publique.fr</u> (compétence des communes). /De nombreuses compétences des communes ont été transférées aux communautés d'agglomérations (dans lesquelles, toutefois, elles sont représentées) à la suite de l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015.

^{*4} Sauf à poser le postulat qu'il n'en existe pas.

^{*5} Par exemple, les municipalités dirigées par des écologistes nous ont préservés de grands dégâts en Martinique. A cet égard, les manœuvres lamentables menées par de pseudo-patriotes pour faire tomber Garcin MALSA à Sainte-Anne ont été un coup indigne porté à notre pays.

INITIATIVES ALTERNATIVES

MERCI A L'UFM! MERCI A ANGELA DAVIS!

En invitant Angela DAVIS dans notre pays, à l'occasion de ses 75 ans, l'Union des Femmes de Martinique (UFM) ne s'imaginait sans doute pas qu'elle créerait un événement d'une telle ampleur. La conférence prévue dans la grande salle du Parc Aimé Césaire a du se déplacer, à l'extérieur, dans le parc. En effet, immédiatement après son annonce, plus de 4000 personnes s'étaient inscrites pour y participer! Vraiment, ce mardi 3 décembre 2019 fera date dans l'histoire de notre pays. Jik An Bout a demandé à Rita BONHEUR, la Présidente de l'UFM, de commenter l'événement.



Rita BONHEUR

1- Quels étaient vos objectifs en invitant Angela Davis en Martinique?

R.B. Nous avons souhaité marquer les 75 ans de l'UFM, première association féministe de Martinique et de la Caraïbe, d'après les historien.nes. Inviter Angela Davis, qui partageait avec nous cet anniversaire, puisqu'elle a aussi 75 ans cette année, c'était proposer à la population martiniquaise la venue d'une militante emblématique des luttes sociales et politiques, pour laquelle de nombreux.ses martiniquais.es se sont mobilisé.es lors de son arrestation et sa condamnation à la peine de mort. Angela DAVIS est une féministe, antiraciste, anticapitaliste, avec laquelle nous partageons de nombreuses analyses: notamment sur sa conception d'un féminisme s'adressant d'abord aux femmes "d'en bas", s'éloignant d'une vision euro-centriste mais intégrant la notion de Black féminim, dans une vision transversale d'intersectionnalité, donc faisant le lien avec toutes les autres luttes sociales, sur la mobilisation nécessaire de la jeunesse avec ses propres cheminements, la lutte pour l'écologie et notamment la dénonciation du scandale du chlordécone, une vision résolument tournée vers l'avenir et non vers le passé.

Il s'agissait donc de mieux la faire connaitre aux jeunes, de proposer une ouverture du champ des réflexions au plus grand nombre, et aussi de faire connaitre l'UFM sous un autre jour, avec ses autres actions, que la lutte contre les violences contre les femmes à laquelle on nous réduit souvent. Et puis de susciter ou faire retrouver une dynamique d'engagement militant au plus grand nombre!

2- quels étaient les principaux temps forts de son séjour et quel bilan en tires-tu?

R.B. Après la rencontre avec la presse du 2 décembre, nous avons partagé avec elle 4 temps forts :

- une conférence publique dans les jardins du Parc Aimé Césaire le mardi 3
- un échange avec les jeunes le mercredi 4 matin
- un échange avec le mouvement social le mercredi 4 après-midi
- l'inauguration de notre "CENTRE DE RESSOURCES Angela DAVIS - Lyannaj pou fanm doubout" le jeudi 5 soir.





Cela a été un moment historique pour la Martinique, qu'elle visitait pour la première fois, et qu'elle connaissait à travers ses lectures de Césaire, Fanon, et sa connaissance de martiniquais.es comme Euzhan Palcy. La mobilisation a été tellement importante que la conférence, initialement prévue au Grand Carbet, a du être déplacée dans les Jardins du Parc avec plus de 4500 personnes.

Dans toutes les rencontres, le public a été attentif, ému, heureux, conquis par une personne simple, chaleureuse, et d'une grande clairvoyance d'analyse, toujours aussi engagée dans ses convictions et avec de nombreux projets

La rencontre avec les jeunes étudiant.es, lycéen.nes, collégien.nes, a été d'une grande qualité, avec des questions préparées au préalable avec les enseigant.es, d'une grande pertinence, auxquelles elle a répondu de façon pédagogique mais non simpliste. N'oublions pas qu'elle est une universitaire.

Et puis elle nous a fait l'honneur d'inaugurer notre Centre de Ressources auquel nous avons donné son nom, pour lui faire honneur, mais aussi en signe de notre féminisme internationaliste. Ce centre se veut un Espace inter-associatif et Réseau d'entraide pour les associations de femmes et la valorisation des femmes, un lieu d'information et de recherche sur les femmes et l'égalité F-H (avec un fond documentaire comptant déjà plus de 600 livres), un lieu d'activités et de productions pour l'émancipation des femmes.



Beaucoup nous ont remerciées de cette initiative, qui nous a enrichies, mais aussi toute la population martiniquaise.

De belles perspectives donc de partage et de poursuite de notre action militante, avec de nombreux.ses personnes, femmes et hommes, qui souhaitent nous rejoindre!



(Photo UFM)

Les 2 conférences sont visibles sur le site de l'UFM, on peut aussi aider l'UFM, qui a engagé des frais importants et a tenu à faire des manifestations gratuites, en achetant les tee-shirts Angela Davis, et en apportant un don sur :

https://www.helloasso.com/associations/union-des-femmes-de-martinique/formulaires/1/widget.

N.B:

Pour plus d'information et adhésion à l'UFM, consulter son site.



FOK SAV SA

BOLIVIE : Les fascistes et les racistes se déchainent

Depuis le coup d'état perpétré en Bolivie par les oligarques adeptes du white Power, la répression s'abat sans discontinuer sur la population. Un décret a, d'ailleurs, été pris pour mettre les policiers et militaires coupables de crimes à l'abri de toutes poursuites. Les peuples indigènes subissent discrimination et provocations : après qu'ait été banni la Whipala, le drapeau multinational, il leur est interdit de porter leurs vêtements traditionnels dans les établissements officiels! Les donneurs de leçon de la soi-disant « communauté internationale » se taisent. On prend ici la mesure de la répugnante hypocrisie des « journalistes » occidentaux qui font le black out sur les exactions du régime dictatorial qui s'installe en Bolivie. Dans le même temps, ils prétendent défendre la « démocratie » au Venezuela ou à Hong Kong en relayant massivement la propagande de la CIA! Jik An Bout vous propose un article de Maïté PINERO, ex-correspondante de l'Humanité à La Havane, qui porte des informations sur le coup d'état.



« (...) Deux jours après le coup d'État, le nouveau ministre du Gouvernement, Arturo Murillo, et sa ministre des Communications annonçaient que les journalistes « séditieux » seraient arrêtés, leur nom publié. Le jour même, tous les journalistes et techniciens argentins étaient agressés par les comités civiques de Santa Cruz, les milices fascistes. Ils étaient contraints de se regrouper, puis de se réfugier à l'hôtel, avant d'être exfiltrés par leur ambassade. Telesur a pu émettre pendant quelques jours, ses reporters sur le terrain (Marco Teruggi et Willy Morales) multipliant les précautions, parlant

de « gouvernement de facto », tandis que, dans les studios, le présentateur évoquait clairement « le coup d'État ». La chaîne a informé sur les massacres à Cochabamba puis à Senkata. Après les derniers reportages, celui à l'hôpital d'El Alto, où l'on entend des cris de douleur, où l'on voit des cadavres, où un médecin désespéré, Aiver Guarana, arrêté depuis, pleure devant la caméra, les transmissions ont été coupées. À Senkata, en direct de la tuerie, un journaliste latino-américain se désolait : « Nous sommes deux. Où est la presse internationale? » Il filmait le massacre. Depuis, il se cache

parmi la population d'El Alto. De nouveaux « journalistes » sont apparus. Ils portent des masques et des casques estampillés « prensa ». Sur une vidéo, ils agressent un étudiant en cinéma et documentaire, qui leur lance: « Je fais le travail que la presse ne fait pas!» Les prétendus « journalistes » le aux policiers, désignent l'arrêtent aussitôt.

Les médias français et européens sont absents. Un rideau de fer médiatique s'est abattu sur le pays. La Fédération internationale des journalistes, le SNJ et le SNJ-CGT ont eu beau dénoncer le coup d'État, silence! À l'exception de l'Humanité, la presse censure la tragédie: pas un mot ou presque sur la maire indigène enduite de peinture rouge et tondue, pas un mot sur les paysans conduits au bord d'une lagune, forcés de s'agenouiller puis emmenés vers une destination inconnue, pas un mot ou presque sur l'incendie et le pillage des maisons d'Evo Morales, de sa sœur, des élus et responsables du Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti politique du président, pas un mot ou presque sur la répression des manifestants, partis jeudi d'El Alto avec leurs martyrs dont les cercueils ont été abandonnés dans les rues, sous les tirs.



Les riches blancs donnent libre cours au racisme et à leur soif de vengeance: ils ne supportaient pas qu'un Indien, un Aymara, nationalise les richesses du pays pour créer des écoles et des universités, rendre la santé gratuite, donner des pensions de retraite, réduire de moitié la pauvreté, le chômage et l'analphabétisme. Et donne à la majorité du pays, les « peuples premiers », leur place dans la société et au pouvoir. À commencer par leur drapeau, le Wiphala, dont le nom signifie la victoire qui ondoie, qui était le second drapeau du pays. Du jamais-vu.

(...) La vérité, obstinée et sanglante, fait son chemin. Ce coup d'État a suivi le scénario du Golpe Blando (Lawfare), élaboré par Gene Sharp, théoricien de la CIA.

La vérité? Les accusations de fraude aux élections sont un montage de la droite et de la CIA.

La vérité? L'Organisation des États américains (OEA), « ministère des Colonies » financé à 60 % par les États-Unis, a joué le rôle déclencheur du coup d'État. Deux centres d'études, dont le Center For Economic And Policy Research de Washington, ont critiqué le rapport de l'OEA, affirmant que, même si les votes contestés étaient reportés sur la liste de l'opposition, Evo Morales arrivait largement en tête.

La censure prolonge l'implication de l'Union européenne et de la France. Le Parlement européen a refusé d'inscrire le terme de « coup d'État » à l'ordre du jour du débat sur la situation en Bolivie. Federica Mogherini, responsable de la politique étrangère de l'UE a reconnu le putsch en arguant de la nécessité d'éviter « le vide du pouvoir ». Depuis, le représentant de l'UE, Léon de la Torre se trouve au chevet de la dictature. André Chassaigne, député communiste, a adressé une question écrite au gouvernement, lui demandant si les interventions de l'UE et de la France ont pour but de « participer et aider au rétablissement d'un État de droit ou de faire pression sur les élus majoritaires pour qu'ils se soumettent ». Il lui réclame « d'informer immédiatement la représentation nationale sur le sens réel, le contenu et les démarches effectuées par la France et l'Union européenne en Bolivie ». Quant à l'administration Trump, organisatrice en coulisse du coup d'État, elle laisse ses complices faire le sale boulot.

Dénigrés et menacés, les députés et sénateurs du MAS, majoritaires à 70 % à l'Assemblée plurinationale, ont voté pour de nouvelles élections que l'UE, compromise dans la reconnaissance du coup d'État, était pressée de pouvoir annoncer. Quelles garanties alors que l'armée ratisse les campagnes pour y semer la terreur? Que les arrestations et les disparitions se multiplient?

L'intervention de la porte-parole MAS de l'Assemblée, Sonia Brito, dont la gestuelle traduit la véhémence, a été censurée sur Twitter. Au Sénat, sa collègue, dans une déclaration alambiquée et précipitée, souligne: « Des médias annoncent que le groupe radical aurait pacté avec l'opposition. C'est faux. Cela n'est pas un pacte... Je ne vais pas contredire la couverture du gouvernement de transition. (...) Je ne pense pas qu'un gouvernement de transition expulse ses concitoyens, cause 32 morts, plus de 780 blessés, arrête plus de 1 000 personnes, accuse les journalistes de sédition (...) »

SUGGESTION DE LECTURE

- www.fr.granma.cu/Notre Amérique face aux attaques de l'impérialisme et des oligarchies
- https://www.legrandsoir.info/ Liliane Held-Khawam. Coup d'État planétaire par Bernard GENSANE

BILLET DU CNCP

DES JEUNES DONT NOUS POUVONS ETRE FIERS!

Alors que le système multiplie ses efforts pour dévoyer la jeunesse, en sabotant les services d'éducation, en les privant d'emploi, en déversant à travers leurs médias une sous-culture banalisant la violence et la bestialité sexuelle, voilà qu'aujourd'hui, montent au créneau des jeunes qui se battent pour défendre une cause juste et qui concerne l'ensemble de notre Peuple.



Photo People Bo Kay

Ces jeunes intrépides qui se mobilisent tous les samedis devant les centres commerciaux méritent le respect de tous, car ils le font en visant un intérêt collectif. Leurs actions menées pour le retrait de l'odieux symbole des « quatre serpents » qui flottait jadis sur les bateaux négriers sont honorables! Leur objectif qui est de pointer du doigt la caste qui a tiré profit de l'empoisonnement de notre peuple et pour exiger réparation est respectable! Certains, (peut-être les mêmes qui se plaignent du laxisme et de la « perte de valeurs » de la jeunesse) tombent à bras raccourcis contre ceux qu'ils présentent comme « une minorité d'activistes », accusés de mettre en danger l'emploi des salariés et la santé des petits magasins installés dans les centres commerciaux.

Kidonk, ce serait un boycott pacifique et tournant - un jour par semaine - qui mettrait l'économie de notre pays en danger! Ainsi, la politique des colonialistes avec leur fiscalité assassine, les taux usuraires pratiqués par les banques et assurances, le coût exorbitant du fret et des intrants, la concurrence déloyale des grands monopoles n'est pour rien dans le « délala » de l'économie et tout cela ne mérite pas d'être attaqué avec autant de virulence que de jeunes militants. A entendre les pourfendeurs des « activistes », l'action symbolique et hebdomadaire de personnes qui dénoncent un scandale sanitaire majeur et qui exigent réparation serait plus nuisible à l'emploi que la politique de précarisation du travail salarié et la priorité donnée aux gens de l'autre bord qui sont pratiquées par la caste.

Pour les accusateurs, les « activistes » commettraient le crime d'enfreindre la liberté des clients de « choisir d'entrer dans les magasins » afin d'assouvir leur besoin de consommation! Les plus hypocrites ajoutant « je suis d'accord sur le fond, mais pas sur la méthode »! D'accord sur le fond? Pas assez, en tout cas pour aller faire ses courses ailleurs! (La Martinique détient certainement le record de centre commerciaux au mètre carré!) Pas assez pour saisir l'occasion d'aller visiter les centre-bourgs désertés et aider à la sur-

vie des petits commerces locaux!

fense des intérêts de notre peuple (à défaut la soutenir), ou se complaire dans la jouissance égoïste de « man ka fè zafè mwen, zafè ko mèl ki pran plon! » Plus démagogique encore, ce sont les manipulations qui essaient de salir le combat de ces jeunes. Prétendre que ceux qui ciblent les coupables de l'empoisonnement massif de notre peuple cherchent à attiser une haine raciste contre les Békés, cela est absolument lamentable. Ironie de l'histoire : ceux-là mêmes qui ont établi la distinction entre békés, mulâtres et noirs (ils ne disent plus ouvertement « nègres ») et institué une hiérarchisation sociale implacable de la société, se présentent aujourd'hui comme des victimes! Chacun sait, d'une part, que le terme « Béké » est utilisé chez nous pour désigner une caste qui refuse de se mélanger au reste de la population pour conserver ses rentes et ses privilèges et, d'autre part, que les « Békés » n'ont jamais été l'objet de rejet raciste (Loin de là!). Trève de « welto »: les membres de la caste doivent comprendre que tant qu'ils n'auront pas le courage de reconnaitre la gravité du crime et la légitimité du droit à réparation, ils ne devront pas s'attendre à recevoir de l'affection en retour.

En vérité, l'alternative est claire : participer à la dé-

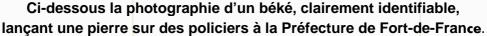


Une fois de plus, la justice se porte au secours de la caste

Après avoir lancé des gaz lacrymogènes et chargé les manifestants pacifiques qui étaient mobilisés devant le centre commercial « Océanis » au Robert, les autorités françaises ont ordonné une vague de perquisitions chez sept jeunes militants. (Certains gendarmes ont même pénétré dans une maison en l'absence des propriétaires.) Ils ont été emmenés menottes aux poings et mis en garde à vue dans six gendarmeries différentes. (Afin certainement de rendre difficiles les manifestations de soutien.) Cela n'a pas empêché, toute la journée et la nuit, les protestations devant les gendarmeries, notamment au Robert, à Trinité et au François. Les jeunes ont été relâchés mais ils sont convoqués devant les tribunaux le 13 janvier 2020. Une fois de plus, le pouvoir colonial veut soutenir la caste en cherchant à faire taire des militants.

Nul doute que la mobilisation pour les soutenir sera importante ce jour-là!

*





Rappelons qu'en 1999, au cours d'un conflit qui opposait patrons et salariés dans le monde agricole :

- le 15 décembre, des planteurs et des chefs d'entreprises ont occupé l'Hôtel de la Région, saccagé des bureaux et des dossiers et des sceaux officiels ont été volés à cette occasion,
- le 18 décembre, ils ont occupé RFO et tenté de s'imposer dans le journal télévisé.

Plus significatif : le 25 octobre 1999, les « bananiers » avaient investi le Fort Saint Louis, un établissement de l'armée française, pour « se faire entendre », sans être inquiétés.

Quel domicile a été perquisitionné ? Qui a eu les menottes aux poings ? Qui a été mis en garde à vue ? Qui a été trainé devant les tribunaux ?

Les poursuites engagées contre les sept jeunes confirment, s'il en était besoin, qu'en Martinique, nous sommes confrontés à une Justice colonialiste et raciste! Nous ne pouvons accepter que la répression frappe de jeunes combattants qui défendent nos droits à tous!



MEMOIRE DES PEUPLES

PAWOL AN BOUCH PA CHAJ!

60 ans après les émeutes de décembre 1959, notre pays se trouve dans un grave délabrement dû à la domination coloniale française. Nous vous proposons de redécouvrir la motion votée à l'unanimité, à l'occasion des événements, par le Conseil général de l'époque. Quelle réponse l'Etat colonial avait-il, alors, porté aux revendications exprimées? Les CRS ont été bannis du territoire, mais la domination coloniale a été significativement renforcée, notamment avec la déportation massive de la jeunesse martiniquaise par le biais du BUMIDOM (Bureau de Migration des Départements d'Outre-mer) et par la



création du RSMA (Régiment de Service Militaire Adapté). La classe politique assimilationniste qui, effrayée par la détermination de la jeunesse, avait voté la motion en question, s'est ardemment appliquée à faire oublier ses appels au changement de statut.

REPUBLIQUE FRANCAISE LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

PREFECTURE DE LA MARTINIQUE **CONSEIL GENERAL**

MOTION

LE CONSEIL GENERAL DE LA MARTINIQUE, réuni en son hôtel en session extraordinaire le 24 DECEMBRE 1959,

A l'occasion de graves évènements qui se sont déroulés depuis le 20 décembre à Fort-de-France, a voté à l'unanimité la motion suivante:

PROTESTE contre la répression brutale exercée par les C.R.S. et les forces de police, répression qui a causé la mort de quatre personnes et fait de nombreux blessés parmi les ci-

S'INCLINE devant les victimes innocentes et s'engage à indemniser leurs malheureuses familles;

ESTIME que les manifestions puissantes et spontanées qui ont mis en mouvement les milliers de Martiniquais et surtout les jeunes sont les preuves d'un mécontentement profond du peuple martiniquais. Ce mécontentement a pour cause l'arrogance et le racisme déclaré de certains métropolitains, la brutalité des C.R.S. qui sont unanimement détestés. Ces manifestations sont également une protestation contre la misère généralisée, les bas salaires, le chômage massif qui frappe surtout les jeunes, les impôts excessifs, la nonsatisfaction des promesses faites par les Gouvernement; Elles sont également la conséquence du marasme économique qui ruine la production industrielle, artisanale et agricole

CONSIDERE qu'il convient également d'éviter l'extension de telles manifestations à travers le pays.

En conséquence, le CONSEIL GENERAL DEMANDE:

- 1°/ Le retrait immédiat de tous les C.R.S. et des éléments racistes indésirables;
- 2°/ La libération immédiate de tous les Martiniquais emprisonnés à l'occasion de ces derniers incidents;
 - 3°/ Application du S.M.I.G. sans abattement de zone ;
- 4°/ L'abandon du projet gouvernemental d'introduire à la Martinique pour la prochaine récolte des milliers de travailleurs étrangers, mesure qui aggraverait le chômage et serait une véritable provocation à la misère des couches laborieuses;
- 5°/ La réduction sensible des impôts qui frappent les petits gens, artisans, petits commerçants, fonctionnaires, etc...
- 6°/ Des mesures immédiates pour lutter contre le chômage:
- création, dans les plus bref délais, d'une caisse de secours aux chômeurs alimentés par les fonds d'État,
- Installation d'industries nouvelles et de chantiers de grands travaux d'équipement, par la création d'un fonds social d'investissement géré par le Conseil Général;
- 7°/ Extension de tous les avantages de la Sécurité Sociale et l'application intégrale du régime des prestations et allocations familiales;
- 8°/ La diminution du prix de l'électricité;
- 9°/ Création d'urgence de centres d'apprentissage et d'écoles professionnelles et attribution de crédits plus importants à l'école publique.

Le CONSEIL GENERAL DEMANDE

10°/ Que des conversations soient entamées immédiatement entre les représentants entre les représentants qualifiés des Martiniquais et le Gouvernement pour modifier le Statut de la Martinique en vue d'obtenir une plus grande participation à la gestion des affaires martiniquaises.

Ainsi délibéré et adopté en séance publique du CONSEIL GENERAL le JEUDI 24 DECEMBRE 1959.





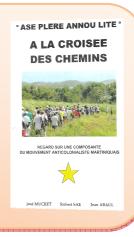


A découvrir sur www.jikanbouttv.com



Un page importante de l'histoire du mouvement révolutionnaire en Martinique.

Pour nous contacter: jikanbouttv@gmail.com





Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P (Conseil National des Comités Populaires)

